

tation féroce d'un immense marché colonial. En France, c'est Colbert qui, vers 1664, inaugure une politique devant hâter le développement de la bourgeoisie. Il protégera et poussera à la constitution des Manufactures, créera les Compagnies des Indes Orientales et des Indes Occidentales, instaurera le protectionnisme, inspirera les guerres contre le dangereux concurrent hollandais, mais ces mesures, en mettant la bourgeoisie dans une étroite dépendance envers l'Etat, furent plutôt une base de la monarchie absolutiste, alors qu'elles ne pouvaient se substituer à un développement économique ne trouvant pas en France les mêmes conditions géologiques, économiques, historiques qu'en Angleterre.

La révolution de 1789 sera précédée de la perte des colonies françaises (à l'exception des Antilles) et les guerres de Napoléon ne parviendront pas, par la force militaire, à donner à la bourgeoisie une place mondiale que son développement économique ne lui permettait pas de prendre. Le caractère inachevé du développement de l'économie capitaliste déterminera donc, avec l'impossibilité pour la bourgeoisie de diriger l'ensemble de la société, celle de couler tous les rapports sociaux dans un moule conforme à ses intérêts et aussi l'intervention, sur la scène politique, de fractions bourgeoises et de propriétaires fonciers (1830), du prolétariat revendiquant une « République sociale (juin 1848), des paysans voulant rétablir l'ordre (élection de Louis Bonaparte en 1849) et d'une importante petite-bourgeoisie titubant entre prolétariat et bourgeoisie. Cependant l'inachèvement de l'économie capitaliste en France, ne put empêcher — après la révolution industrielle — la cristallisation des antagonismes sociaux autour de la bourgeoisie et du prolétariat. C'est donc sous la protection du sabre de Napoléon III que le capitalisme devra se développer sans pouvoir trouver les conditions géologiques nécessaires pour donner à ses velléités de domination commerciale du monde sa condition essentielle : une suprématie industrielle ; sans pouvoir, de ce fait, et des luttes de classes précédentes, bouleverser l'économie agraire pour développer d'une façon absolue le secteur industriel.

La bourgeoisie, qui établit son emprise sur l'économie française sous le règne de Napoléon III (développement des moyens de communication du machinisme, du commerce extérieur et intérieur, introduction d'une sorte de libre-échange au travers du traité de commerce de 1861 avec l'Angleterre, etc...), ne put passer à la fondation ouverte de sa société qu'après l'écrasement sanglant de la Commune de Paris,

parachevant ainsi cette vérité historique que les révolutions bourgeoises des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles ne pouvaient arriver à terme que par l'écrasement d'un prolétariat menaçant. Désormais, la bourgeoisie aura atteint son âge de maturité, bien qu'elle devra édifier les rouages de sa machine étatique d'oppression sur la base d'un féroce état de siège qui ne prendra fin qu'en 1876.

Après 1880, alors que la grande concentration des capitaux en France assurera la domination du capital financier, réapparaîtra — avec l'amnistie des Communards — le mouvement ouvrier et ses tendances politiques, alors que, simultanément, prendront corps la politique de rapines coloniales (Indochine, Tonkin, etc...) et l'avènement du personnel républicain et radical succédant aux conservateurs, tant à la Chambre qu'à la présidence de la République (de Mac Mahon à Grévy).

Dans cette époque, pendant que le prolétariat épuisé se remettait des massacres de la Commune et se laissait entraîner dans les mouvements soit antireligieux, soit de défense de la République, qu'il était entraîné par l'essor de la période ascendante du capitalisme; se constituait un empire colonial qui allait être incorporé dans le circuit de l'économie métropolitaine de la France. Mais les rapports entre les différents secteurs économiques changeront peu. Nous verrons se déterminer une intense industrialisation des régions du Nord, de l'Est, du Centre, mais le secteur agricole (50 p.c. de la population) la classe indépendante des paysans, subsisteront et deviendront des marchés intérieurs appréciables. Le capital financier drainera l'épargne des classes paysannes et petites-bourgeoises dans ses banques où, en définitive, se réalisera — ainsi que le fit déjà remarquer la résolution de la C. E. sur la France — la fusion de l'industriel, du propriétaire foncier et des banquiers; il mettra sous coupe réglée les colonies et deviendra l'usurier des pays Centraux et de la Russie. Mais cette fusion ne correspondra pas à un phénomène analogue dans la structure économique où le secteur industriel ne peut pas se développer à défaut des conditions géologiques précises (bassins industriels), où il n'est pas possible de concentrer les masses de petits paysans et de rentiers et de les relier organiquement au capital financier. Ces contrastes devront donc s'exprimer dans la vie politique, où le prolétariat industriel, concentré surtout dans quelques régions, allait donner naissance au Guesdisme, ou les autres secteurs prolétariens (région parisienne, Midi, etc...), allaient subir l'influence des idéologies servant de liaison entre le capital financier et

les classes anachroniques — intégrées à l'économie française — pour faire naître le possibilisme se retrouvant dans le Jaoussisme et, en réaction, l'anarcho-syndicalisme.

Ces trois courants s'interpénétreront mutuellement, s'influenceront d'une façon réciproque et, finalement, caractériseront les contrastes de la conscience du prolétariat dans la phase d'expansion capitaliste qui les imprènera tous les trois.

Si l'on prend pour point de repère 1880, ouvrant l'ère d'expansion impérialiste de la France, c'est-à-dire l'époque où l'abondance et la concentration des capitaux rend possible la domination du capital financier, nous remarquerons immédiatement les phénomènes suivants : les partis républicains, puis radicaux, et, enfin, radicaux socialistes, se succéderont à la direction de l'Etat parallèlement à l'expansion coloniale et au déclenchement des batailles de classes. En 1914, le parti radical-socialiste sera une des formations prédominantes, position qu'il conservera d'ailleurs dans l'après-guerre. Bien que ce glissement continu vers la gauche ait à sa base des campagnes politiques contre l'Eglise, la revision boulangiste, l'affaire Dreyfus, l'impôt sur le revenu, etc., etc...; bien qu'il est clair que ces campagnes furent chaque fois dirigées vers le détournement des ouvriers de leurs objectifs de classe, leur encerclement dans la République démocratique, il est tout aussi certain que l'importance qu'acquerra le parti radical-socialiste sera reliée aux nécessités du capital financier de maintenir entre lui et la masse des petits déposants une liaison politique stable, déterminant la « confiance » de ces derniers, voyant dans l'avènement du radicalisme en lutte contre « la réaction » et la « haute finance », la garantie du rendement des revenus confiés aux banques. En somme, le glissement vers la gauche n'est que le chemin du triomphe du capital financier qui, par là, verra surgir les formations de sa domination répondant à la structure particulière de la France et les plus aptes à égarer le prolétariat par les « blocs républicains », les « Concentrations », les alliances électorales contre « l'ennemi commun : la réaction ».

Du fait de sa structure économique, la France sera le pays où les antagonismes de classes ne parviendront pas à se polariser dans quelques grands partis, comme ce sera le cas en Angleterre, en Allemagne, en Belgique, mais où ces antagonismes s'exprimeront sous leurs différents aspects dans une multitude de groupements, tant pour la bourgeoisie que pour le prolétariat. C'est pourquoi nulle part plus qu'en France — à part les U.S.A. — la liaison entre

le capital financier et l'Etat sera aussi intime, aussi développé et la souplesse de l'appareil étatique — aujourd'hui dirigé par un cabinet républicain-socialiste ou républicain-démocratique, demain par des radicaux-socialistes ou des socialistes indépendants, ou des modérés — considérable. Mais la bourgeoisie réalisera la convergence de ses intérêts autour du capital financiers, au travers de l'Etat maintenant sa domination, alors que le prolétariat ne trouvera pas les conditions nécessaires pour synthétiser les aspects historiques de sa résistance au capitalisme, en une formation unitaire : un parti, mais que ces aspects se défigureront pour devenir une variété de l'opportunisme.

Cependant, les rapports entre le secteur industriel et agricole, entre ces secteurs et le capital bancaire, l'épanouissement du capital financier non en fonction d'une intense industrialisation, mais en fonction de l'exploitation de colonies, du placement de l'épargne française sous forme d'emprunts à l'étranger, en somme, la disproportion entre la puissance du capital financier et l'appareil de production, devait faire de la France le pays classique des scandales financiers, des entreprises véreuses par excellence. L'interpénétration de la finance et de la politique en tant que nécessité pour capter la confiance des petits épargnants et qui prit des proportions gigantesques en France du fait de sa structure particulière, allait faire de l'explosion inévitable de certains scandales, le signal d'un bouleversement des situations dans certaines phases de tension sociale. Encore une fois, c'est dans la structure du capital financier en France qu'il faut rechercher la fréquence des scandales et non dans des manœuvres conscientes du capitalisme. Ils représentent des abus inévitables, des escroqueries détachées du circuit de la production et de la circulation où le capital financier retire sa plus-value, et qui sautent lorsque leur détachement de ce circuit, malgré les interventions de politiciens, se traduisent dans la réalité. Mais, une fois qu'ils apparaissent, le capitalisme, selon les circonstances, les dirigera vers la Correctionnelle ou vers le Parlement. Cette dernière éventualité caractérisera des moments de difficultés pour la bourgeoisie et de réveil du prolétariat. La « politisation » des scandales entraînera la chute de ministères, l'arrestation ou la suspicion de députés, ministres et sénateurs qui reviennent dans la phase suivante, prouvant par là et l'organicité du scandale par rapport à l'économie française et les nécessités contingentes de leur exploitation politique. Lors de Panama, nous verrons Clemenceau se retirer, se refaire une virginité dans l'affaire Dreyfus et prendre